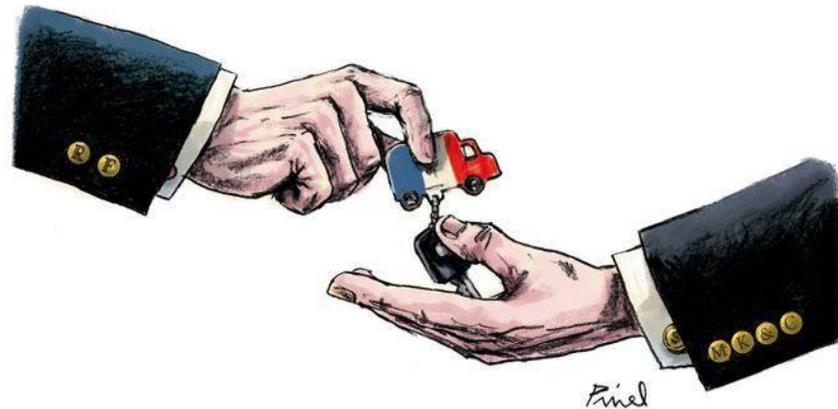


**« Le cabinet qui dirige le monde »
(et la vaccination en France)**

**McKinsey
& Company**





WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

McKinsey & Company est un cabinet international de conseil en stratégie dont le siège est situé à New York, aux États-Unis.

McKinsey fut fondé en 1926 par James O. McKinsey, professeur à l'Université de Chicago.

En 2021, McKinsey compte plus de **130 bureaux répartis dans 65 pays** et réunissant **33 000 personnes** en 2020. (470 en France, en 2019).

La société a été associée à un certain nombre de scandales, notamment l'effondrement de Enron en 2001, la crise financière de 2007-2008, et le scandale des opioïdes dans les années 2010.

Ensemble, nous accélérerons une croissance durable et inclusive.

McKinsey _{FR} France

Engagé dans les transformations décisives de ses clients, McKinsey est fortement ancré dans le paysage économique français à travers deux bureaux : **Paris et Lyon.**

Depuis 1964 en France, McKinsey agit en partenaire du développement de ses clients sur le long terme. **A leurs côtés, le bureau français joue un rôle d'accélérateur de l'innovation et met au service de leurs ambitions toute la diversité de ses talents, qui couvrent plus de 200 domaines d'expertise.** Véritable incubateur de leadership, il aide ses collaborateurs à réaliser pleinement leur potentiel et **compte parmi ses alumni nombre de dirigeants de grands groupes comme de startups en plein essor.**

Établissements de MC
KINSEY & COMPANY INC
FRANCE



Siège

SIRET : 344 738 976 00010
Créé le 01/07/1987
19808 WILMINGTON DELAWARE
2711 CENTERVILLE ROAD S400
ETATS-UNIS
Même activité que l'entreprise
En activité



SIRET : 344 738 976 00077
Créé le 15/05/2015
90 AV DES CHAMPS ELYSEES
75008 PARIS 8
Même activité que l'entreprise
En activité



SIRET : 344 738 976 00069
Créé le 01/10/2008
24 RUE CHILDEBERT 69002 LYON
2EME
Même activité que l'entreprise
En activité

McKinsey

FR France



McKinsey doit régler un forfait fiscal symbolique de 175 dollars par an.

L'autorité de tutelle de la DITP (Directions interministérielle à la transformation publique) a pourtant assuré que *McKinsey est en règle avec l'administration fiscale française.*

20 pôles de compétences sectoriels :

- **Aérospatiale et Défense**
- Automobile et Industries d'assemblage
- Chimie
- Distribution
- **Éducation**
- Electricité et Gaz naturel
- Electronique de pointe
- High Tech
- Industrie minière et Métallurgie
- **Industrie pétrolière et gazière**
- **Industrie pharmaceutique & Dispositifs médicaux**
- Ingénierie, Construction et Matériaux
- **Médias et Industries de contenus**
- Private Equity et Principal Investors
- Produits de grande consommation
- **Secteur Public et Social**
- **Services financiers**
- **Systemes et Services de santé**
- **Technologie, Médias et Télécommunications**
- Tourisme, Logistique et Infrastructures

Dans la famille McKinsey & Company

J'aimerais le fils.

Laurent Fabius
Président
du Conseil
constitutionnel



Victor Fabius
Directeur-associé
McKinsey



Marguerite Cazeneuve

- Directrice déléguée Assurance Maladie
- Ex-Conseillère santé auprès du 1^{er} ministre
- Ex-Associée McKinsey

Aamir Malik

- Vice-Président Pfizer depuis août 2021
- Ex-Consultant McKinsey



Stephen Hoge

- Président Moderna Therapeutics
- Ex-associé McKinsey



Maël de Calan

- Elu président du Conseil départemental du Finistère, le 1^{er} juillet 2021
- Ex-Consultant de McKinsey

Dans la famille McKinsey

J'aimerais le fils.

& Company



David Von Der Leyen

- Fils de Ursula Von Der Leyen
- Ex-Consultant McKinsey



Ursula Von Der Leyen
Présidente de la
Commission européenne

McKinsey & Company **et ses amis**

McKinsey
Digital

« Notre compréhension d'une bonne identification a été éclairée par des consultations approfondies avec nos partenaires de collaboration de recherche Omidyar Network, **les Open Society Foundations et la Fondation Rockefeller**. Nous avons également mené des discussions approfondies sur les opportunités et les défis associés à l'identification numérique avec des experts de **la Fondation Bill & Melinda Gates**, du Center for Global Development, d'iSPIRT, du **Programme des Nations Unies pour le développement**, de l'initiative ID4D du Groupe de **la Banque mondiale** et du **World Forum économique**. »

McKinsey
& Company

McKinsey
Digital

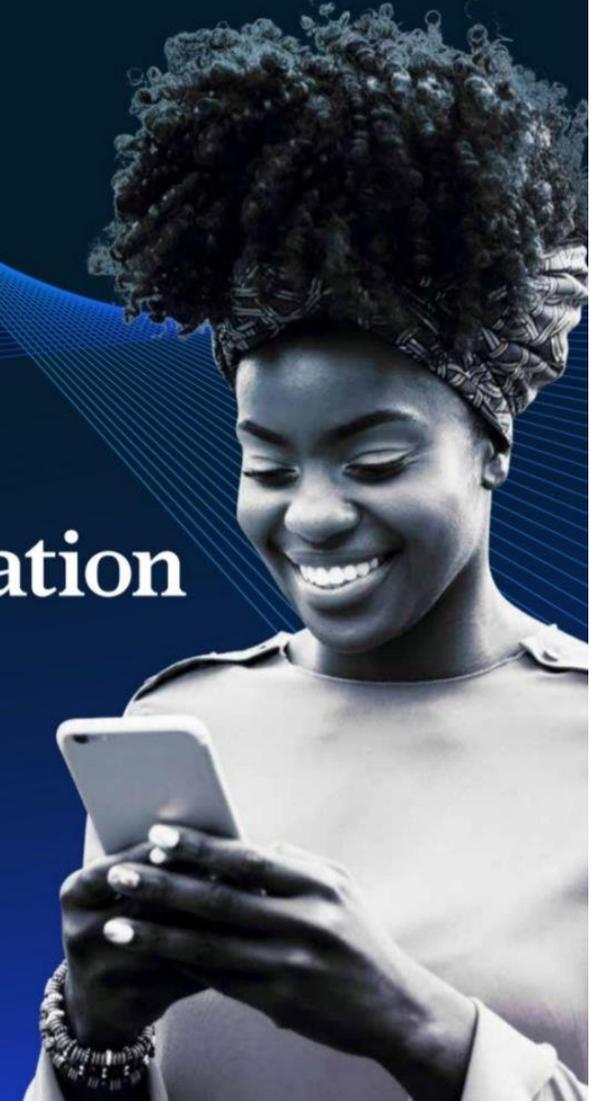
**Le rapport :
Identification
Digitale
(avril 2019)**

McKinsey
Global Institute

**Digital
identification**

A key to inclusive growth

April 2019



McKinsey & Company

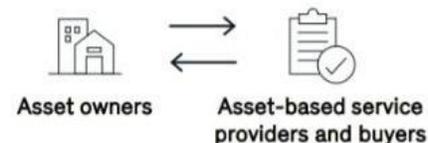
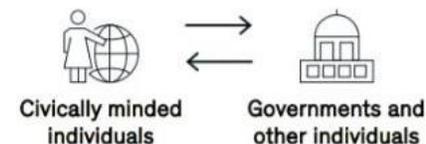
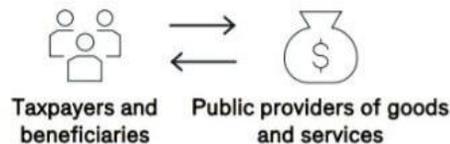
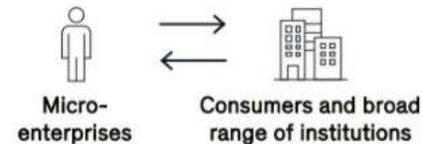
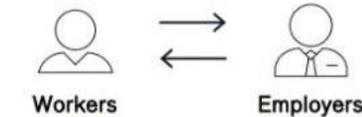
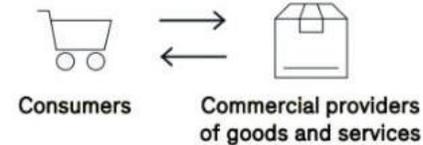
McKinsey
Digital

Identification Digitale (ID) => 6 rôles

Individuals use digital ID in six roles to interact with institutions and create shared value.

Example use cases associated with each role

Our analysis examined in detail nearly 100 use cases in six roles



- Enregistrement et authentification simplifiés
- Paiements numériques sécurisés
- e-KYC pour les services financiers
- Mise en relation facilitée des talents
- Vérification automatisée des antécédents
- Des services de paie efficaces
- Enregistrement de l'entreprise
- Contrats et transactions hautement sécurisés
- Services e-gouvernement simplifiés
- Déclaration de revenus numérique
- Versement direct des prestations gouvernementales
- Vote en ligne
- Vérification des dons politiques
- Inscription scolaire
- Propriété foncière formalisée
- Ventes et achats facilités

Digital ID can verify and authenticate your identity through a variety or combination of factors.



Digital ID is verified to a high degree of assurance, unique, and established with individual consent, and protects user privacy and control over data. It authenticates your identity over digital channels through one or more of these factors.¹

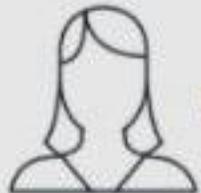
Who you are



Fingerprint



Iris



Face



Voice

What you know

1234

PIN

P@55WØrD

Password

A1B2C3

Verified sequence

What you have



Smart card

Mobile phone



Security token



Scandales
&
controverses



■ Affaire Enron

McKinsey est le cabinet de conseil qui a incité l'entreprise Enron à mettre en place des pratiques de **fausse comptabilité et à orienter la stratégie de l'entreprise vers le trading d'électricité et de matières premières.**

Enron fut lui même créé par un ancien consultant ayant travaillé 21 ans chez McKinsey, Jeff Skilling.



■ **Affaire Boeing**

En 2006, McKinsey aurait recommandé à l'entreprise Boeing de **corrompre 8 fonctionnaires indiens afin d'exploiter une mine de titane.**

■ **Crise de 2007/2008**

McKinsey a contribué à la crise économique et financière de 2007-2008 en encourageant les banques à titriser les crédits immobiliers de leurs clients via des MBS (Mortgage Backed Securities, *titres adossés à des hypothèques*) et à augmenter les montants de dette dans leur bilan afin de bénéficier d'effets de levier contribuant ainsi à augmenter leur exposition au risque.



■ Délits d'initiés du Directeur Général

En 2012, **Rajat Gupta, directeur général de McKinsey pendant 9 ans entre 1994 à 2003, est reconnu coupable de délits d'initié et est condamné à 2 ans de prison.** Le procès financier est décrit comme le plus gros scandale financier depuis Madoff.

■ Dissidents emprisonnés en Arabie Saoudite

En 2015, McKinsey effectue une mission auprès du gouvernement d'Arabie Saoudite et **permet de faire enfermer 3 opposants aux réformes économiques d'austérité mises en place pour compenser la baisse du prix du baril de pétrole.**



■ Effondrement en bourse de Valeant Pharmaceuticals

En 2016, le *New York Times* révèle un potentiel **conflit d'intérêts entre les consultants de McKinsey et le hedge fund MIO Partners appartenant au cabinet McKinsey.**

■ Prix des médicaments

McKinsey est critiquée aux Etats-Unis pour **encourager ses clients à augmenter significativement le prix de médicaments pourtant développés il y a longtemps.**

■ Industrie du tabac

Entre 1999 et 2001, Philip Morris, British American Tobacco et Japan Tobacco se réunissent en secret pour mettre en œuvre le projet Cerberus.

Il s'agit pour ces multinationales de lutter contre les mesures anti-tabac. McKinsey est recruté pour les aider et participe à plusieurs meetings.



▪ Scandale sanitaire des opioïdes

En décembre 2020, l'entreprise est impliquée dans le scandale des opioïdes avec Purdue Pharma, qui commercialise l'OxyContin aux USA, et Johnson & Johnson.

McKinsey est notamment accusée d'avoir fait encourager les industriels à prescrire des médicaments dangereux afin d'accroître leurs ventes.

On estime que la consommation de telles substances sur ordonnance a quadruplé entre 1999 et 2018, période visée par ces procédures, et pendant laquelle 500 000 Américains sont morts des suites d'un usage abusif d'opioïdes.

En février 2021, McKinsey accepte de verser 573 millions de dollars pour clore les poursuites judiciaires engagées par 49 États américains.

L'entreprise n'a ni reconnu ni rejeté les faits qui lui étaient reprochés.



■ Fraude fiscale

McKinsey & Company France qui révèle que son siège social est au Delaware. L'entreprise n'y exerce aucune activité — il s'agit d'une simple boîte aux lettres. Mais ses revenus y sont déclarés, ce qui lui permet de payer 175 \$ d'impôts par an.

- Corruption en Afrique du Sud
- Détournement de fonds en Belgique
- Poursuites pour racket et falsification de documents
- etc.

McKinsey
&
le pouvoir français



Commission Attali 2007

C'est à la Commission Attali en 2007, « *de Libération de la croissance française* » que **Emmanuel Macron**, alors inspecteur des finances, rencontre **Eric Labaye**, qui deviendra *Président de Polytechnique le 17 septembre 2018...*

... et **Karim Tadjeddine**, qui *a travaillé au Ministère des finances* en 2002-2006, puis dès mai 2006, il est *directeur associé senior de McKinsey au bureau de Paris*, où il est co-responsable de l'activité Secteur public, puis sera *rapporteur de la Commission entre 2007 et 2010.*





WIKIPÉDIA
L'encyclopédie libre

Campagne de vaccination en France

Le recours par le gouvernement français à ce cabinet de conseil pour les questions logistiques de la campagne de vaccination contre la Covid-19 suscite la polémique, coûtant des millions d'euros au contribuable pour un résultat peu probant.

Un rapport de la Cour des comptes de 2018 prévenait pourtant déjà que « en matière de conseil stratégique, la qualité des travaux est souvent faible, les préconisations très générales et laconiques ».

Le laisser-passer (pass) dit sanitaire a été instauré sur les conseils de McKinsey, comme dans tous les pays ayant eu recours à ses services.

Le rôle de McKinsey dans la gestion de la pandémie de Covid-19 en France depuis novembre 2020 a été jugé déterminant par le gouvernement français en ce qui concerne la campagne de vaccination. Suite à une polémique sur le coût de l'opération, Yannick Jadot (député européen) demande une transparence complète sur la nature des contrats passés entre le gouvernement et la firme.

Le 17 mars 2021, Anticor saisit la Commission d'accès aux documents administratifs après qu'une demande de communication des documents relatifs aux marchés publics et aux délibérations n'a pas abouti.

En janvier 2022, des représentants du cabinet sont auditionnés au Sénat par la « commission d'enquête sur l'influence croissante des cabinets de conseil privés sur les politiques publiques ».



Yannick Jadot 

@yjadot



Je demande la transparence
complète sur les contrats
passés, la nature et la réalité des
prestations fournies par
McKinsey au gouvernement

8:41 PM · 5 janv. 2021 · Twitter for iPhone

23 Retweets **6** Tweets cités **80** J'aime

Commission d'enquête : Evaluation du métier d'enseignant

[Vidéo]

L'état français a payé 496 800 € au cabinet de conseils Mc Kinsey pour : Évaluer l'évolution du métier d'enseignant.

Et Madame la rapporteur de la Commission du Sénat a beau demander à Karim Tadjeddine, le directeur associé de Mc Kinsey au bureau de Paris, à quoi a servi cet argent, le 18 janvier 2022, la réponse reste floue..

Commission d'enquête : Campagne présidentielle 2017

LE 18 JAN 2022

La question de la frontière avec le monde politique, et notamment l'actuelle majorité, est aussi évoquée. « Nous ne servons pas des personnalités ou des partis politiques, c'est interdit dans nos statuts », tranche Karim Tadjeddine. **La centriste Nathalie Goulet mentionne les articles de presse selon lesquels une vingtaine de salariés de McKinsey auraient participé à la campagne d'Emmanuel Macron de 2017.** « Il y a des liens assez forts entre votre cabinet et la campagne présidentielle », constate la sénatrice de l'Orne. **« En tant qu'employeur, je ne suis pas habilité, ne serait-ce qu'à demander à une personne si elle exerce des activités ou une implication politique », répond Karim Tadjeddine.**

Ces engagements relèvent du « registre individuel » selon lui, et ne peuvent « en aucune manière utiliser les ressources collectives de l'entreprise ».

Commission d'enquête : Réforme des retraites

La rapporteure aborde cette fois une prestation d'appui à **la préparation d'une potentielle réforme des retraites en 2019 auprès de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV).**

Montant : 920 000 euros. « Quel était le rôle de McKinsey ? » demande-t-elle, alors que la réforme a fait les frais de la crise sanitaire. **« Elle a permis de dégager un certain nombre d'aménagements dans l'organisation, au-delà de la préparation d'une réforme »**, précise Thomas London.

Commission d'enquête : Rôle des cabinets de conseil

[Vidéo]



Éliane Assassi, sénatrice, demande des éclaircissements au ministre de la Santé Olivier Véran, ce 2 février.

« Leur lecture donne quand même le vertige, car elle démontre une intervention massive de ces cabinets sur tous les points de la crise sanitaire et sur des missions qui nous semblaient relever de l'administration », s'inquiète la sénatrice, en guise de préambule.

La commission d'enquête du Sénat sur l'influence des cabinets de conseil a auditionné le ministre de la Santé Olivier Véran, le 2 février. Confronté à plusieurs documents de son ministère, **il a démenti être en présence de notes produites par McKinsey. Et pour cause, les consultants ont été intégrés directement aux équipes.**

Commission d'enquête au Sénat (France)



LE 02 FÉV 2022

Il [Olivier Véran] assure que la règle du tourniquet a été respectée, ce principe selon lequel l'Etat doit tourner, et ne pas privilégier un cabinet en particulier.

Le sénateur Arnaud Bazin relève pourtant régulièrement que **McKinsey a bénéficié de plusieurs contrats à la suite, plus d'une dizaine au total, dans la crise sanitaire.**

Olivier Véran évoque la « continuité » de contrats sur une même action. D'ailleurs, le ministère avait toujours recours au prestigieux cabinet, au moment où l'audition se déroulait.

« Nous avons très récemment, tout début 2022, à nouveau contractualisé avec le cabinet McKinsey en renfort de la campagne de vaccination pédiatrique cette fois. Jusqu'à la date du 4 février 2022 », révèle le ministre.

26,79 millions d'euros de dépenses de conseil pour le ministère de la Santé depuis 2020 (environ 2 millions par mois).

« Les consultants de McKinsey sont convaincus qu'ils font partie des êtres humains les plus intelligents. Ils sont en réalité parmi les gens les plus arrogants et irresponsables ».